



POLICE MUNICIPALE
2, rue Auguste Marliot
03.27.72.94.10

Envoyé en préfecture le 26/06/2024
Reçu en préfecture le 26/06/2024
Publié le 26/6/24 S²LO
ID : 059-215901398-20240624-20240624PM-AI

ARRETE DE MAIN LEVEE D'UN PERIL ORDINAIRE D'IMMEUBLE

Réf : FB//JLT

Nous, Maire de la ville de CAUDRY, Conseiller Départemental

Vu l'article L.2212-2 et L.2212-24 du Code Général Des Collectivités Territoriales,
Vu les articles L.511-1 à L.511-4 du Code de la Construction et de l'Habitation,
Vu l'arrêté de mise en sécurité pris en date du 20 décembre 2023
Vu les constatations réalisées sur l'habitation sise au 35 rue de la Paix à CAUDRY, cadastrée en section AS, parcelle N°0369, par le chef de service de première classe Jean-Louis TOUZARD,

CONSIDERANT :

Qu'il résulte de ces constatations que les travaux de sécurisation demandés par Monsieur FAUQUEMBERGUE, homme de l'art de la ville de Caudry, ont été réalisés,

CONSIDERANT :

Qu'il y a lieu de lever l'arrêté de mise en sécurité pris sur l'immeuble sis au 35 rue de la Paix à CAUDRY-59540-,

ARRETE

Article 1^{er} :

Sur la base des constatations réalisées par le chef de service de police municipale Jean-Louis TOUZARD en date du 19 juin 2024, il est pris acte de la réalisation des travaux sur l'immeuble sis au 35 rue de la Paix à CAUDRY-59540-, propriété de M. KADDOUR Abdala domicilié 10 rue Neppert à MULHOUSE 68100., à savoir :

- Suppression des nombreux éléments de parement sur les façades donnant sur les rues de la Paix et Victor Hugo qui se décrochaient de leurs interstices de fixation.
- Suppression des infiltrations d'eau par réfection du chéneau et renforcement de la maçonnerie servant d'appui structurel au bâtiment.
- Suppression du couronnement de la cheminée et de son mitron.
- Traitement des différents éléments potentiellement atteints par la mэрule.

Article 2 :

En conséquence, il est prononcé à la main levée de l'arrêté de mise en sécurité pris sur l'immeuble sis au 35 rue de la Paix à CAUDRY-59540-, propriété de M. KADDOUR Abdala domicilié 10 rue Neppert à MULHOUSE 68100, en date du 20 décembre 2023.

Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié à M. KADDOUR Abdala domicilié 10 rue Neppert à MULHOUSE 68100, propriétaire de l'immeuble concerné et affiché sur le site de la ville.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de LILLE, sis 5 rue Geoffroy Saint Hilaire, CS 62039, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 :

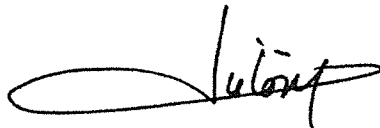
Ampliation de cet arrêté sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet à CAMBRAI, à Madame la Procureure de la République près de Tribunal Judiciaire de CAMBRAI et à Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France

Article 6 :

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville,
Monsieur le Chef de service de la Police Municipale
sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché selon la réglementation en vigueur.

Fait à CAUDRY le 24 juin 2024

Le Maire
Conseiller Départemental



Frédéric BRICOUT